

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Parc Eolien de Sainbois

82 bd Haussman
75008 Paris

Références : 495 / 2025
Code AIOT : 0010011561

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement SAS Parc Eolien de Sainbois implanté xx 45310 Tournais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Parc Eolien de Sainbois
- xx 45310 Tournais
- Code AIOT : 0010011561
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sainbois, d'une puissance de 12 MW, est composé de 5 machines. Il a été mis en

service en 2006.

Il a fait l'objet d'une autorisation de repowering le 22 décembre 2023. Le démarrage des travaux relatifs à ce repowering est prévu le 1er septembre 2025 avec l'installation de la base vie et les travaux de terrassement. Les éoliennes du parc actuel seront mises à l'arrêt en mars 2026 et démontées dans la foulée pour permettre le montage des nouvelles machines entre juin et juillet 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Point III de l'article 18	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrôle des brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Point I de l'article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article point II de l'article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
8	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
9	Procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mise à la terre de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Equipements de mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Point III de l'article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes instrumentés de sécurité
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant présente une liste des Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS) qui identifie 5 risques : <ul style="list-style-type: none">- Survitesse ;- Risque de blessure d'un opérateur et Risque de détérioration de composants ;- Fatigue de la structure / Desserrage des liaisons boulonnées / détérioration des composants / Phénomènes de résonance ;- Foudre ;- Chute et projection de glace. Le risque d'incendie n'est pas identifié parmi ces risques. Pour chacun des risques identifiés, un ou des dispositifs de sécurité sont identifiés. A titre d'exemple, pour le risque Survitesse, les deux dispositifs identifiés sont la détection de la survitesse et le freinage mécanique. Le fonctionnement de chaque dispositif est ensuite décrit. Pour la détection de la survitesse, les éléments évoqués sont le capteur de vitesse de rotation de l'arbre lent (rotor), relié à une alerte qui se déclenche. Il est précisé que le système est redondé grâce à la mesure de la vitesse de rotation de la génératrice. Bien que le fonctionnement de chaque dispositif soit décrit, le document ne liste pas l'ensemble des composants du dispositif. A titre d'exemple, pour le dispositif de détection de la survitesse, les éléments relatifs à la mesure de la vitesse de rotation de la génératrice, le détail des composants de l'alerte jusqu'aux détails des composants du freinage ne sont pas précisés dans le tableau présenté. Le tableau détaille ensuite, pour chacun des dispositifs, les alarmes associées et ce que cela déclenche comme réaction. Enfin, les opérations de maintenance à effectuer sur les dispositifs de sécurité, avec les fréquences associées sont détaillées.

Constat : La liste des SIS n'est pas complète, puisqu'elle ne mentionne pas le risque incendie, et ne détaille pas l'ensemble des composants de chacun des SIS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle des brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article Point I de l'article 18

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des brides

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de 3 ans.

Constats :

Annuellement toutes les brides de fixations sont vérifiées par le maintenancier selon la procédure présentée par l'exploitant qui détaille les opérations de contrôle à effectuer, les actions à réaliser en cas de desserrage ainsi qu'un code couleur à appliquer en fonction du résultat du contrôle et des actions menées. L'exploitant a transmis la procédure à l'inspection.

Un échantillonnage est effectué sur certaines brides (pales / éléments interne tour) - et sont contrôlées par une clé étalonnée.

En p37 le détail des opérations faites sur les brides est consigné avec notamment précision du couple de serrage.

Toutes les brides sont vérifiées visuellement, cela passe par la vérification du marquage sur la vis.

En complément, tous les 10 ans un resserrage selon la procédure en fin du document Maintenance Type3 est réalisé.

Dans le document transmis (E2) de mars 2024, pour les brides des pales (p12), l'inspection visuelle des raccords fait apparaître la notification d'un commentaire qui signifie que tout n'était pas correct.

Un échange s'opère alors entre exploitant et maintenancier pour avoir des précisions sur ce qui n'allait pas. L'exploitant présente un échange de mail qui trace les échanges qui ont eu lieu ensuite entre lui et le maintenancier qui précise ce qui a donné lieu au commentaire. En l'occurrence dans le cas présent, il s'agissait d'une faute de saisie, le maintenancier confirme que

l'inspection était bonne, et qu'aucun resserrage n'a été effectué.

En page 29 : pour la tour, il est indiqué une application du couple de serrage correct pour toutes les vis au moment de la mise en service puis un contrôle d'une vis sur 10 avec application du couple de serrage correct tous les 10 ans. Enfin, lors de la maintenance annuelle, un contrôle visuel et manuel est effectué pour tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés.

En théorie, le contrôle de l'intégralité des brides est effectué sur une période de 3ans.

Sur site, l'inspection contrôle aléatoirement des brides au pied des mâts.
Les marquages ne correspondent pas au protocole explicité en salle. Seul un marquage vert est visible avec parfois de la difficulté. L'exploitant déclare qu'il s'agit du marquage effectué à la mise en service du parc. Certaines brides sont marquées avec une croix verte.
L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer le décalage constaté entre la procédure présentée et les constats visuels sur site.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'intégralité des brides est vérifiée et contrôlée sur une périodicité n'excédant pas 3 ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle visuel des pâles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article point II de l'article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des pâles

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Deux suivis visuels annuels des pâles sont réalisés : un complet réalisé par Vision Drone et à la charge du maintenancier et un plus léger réalisé par Vision Drone mais à la charge de l'exploitant centré uniquement sur les défauts majeurs nécessitant des réparations.

Ce suivi est réalisé par téléobjectif et fait ensuite l'objet d'un rapport transmis à l'exploitant.

L'exploitant présente un rapport d'août 2024 et de mars 2025. Le délai de 6 mois entre deux visites est dépassé. L'exploitant explique ce dépassement par le fait que la planification des visites n'est pas toujours à sa main, notamment pour la visite complète. A compter de 2025, Kallista aura la charge de la planification des deux visites.

L'inspection note des défauts de niveau 3 (à réparer dans les 6-12mois) sur les pâles A et C de l'éolienne E3. Le chargé d'exploitation déclare aller sur site tous les 2 ou 3 mois pour suivre l'évolution du défaut (érosion du bord d'attaque). La réparation est prévue en juillet 2025 par CoverWind, un devis a été envoyé à l'exploitant.

L'éolienne E1 n'a pas pu faire l'objet de la dernière vérification en mars 2025 en raison d'une opération de maintenance conséquente (changement de génératrice) sur la même période. Une inspection visuelle des pâles a été faite par la suite par l'exploitation sans donner lieu à la production d'un rapport. L'exploitant déclare qu'aucun défaut majeur n'a été identifié.

La prochaine inspection visuelle est programmée en septembre 2025.

Aucune procédure particulière n'est mise en place concernant l'inspection visuelle selon les conditions météorologiques (ex : suite à un orage).

Ecart : L'exploitant ne fait pas procéder à une inspection visuelle des pâles dans un délai ne dépassant pas 6 mois. Aucune procédure relative aux conditions météorologiques n'est mise en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mise à la terre de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre de l'installation

Prescription contrôlée :

[...] des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour

le contrôle avec mesure de la continuité électrique".

Constats :

Par mail du 4 juillet, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des vérifications électriques des 25/09/23 et 28/08/24 effectués par Kallista sur l'éolienne E2.

Ces deux vérifications ont été effectuées à moins d'un an d'intervalle. Les deux rapports mentionnent bien un contrôle de la mise à la terre. Le rapport de 2023 relève plusieurs non-conformités dont certaines relatives à la mise à la terre : « Absence de continuité du circuit de protection. *Câble de liaison à la terre du capot génératrice coupé. Relier à la terre avec une valeur inférieure à deux Ohms.* »

Il est également rappelé en page 18 « Conducteurs de protection et conducteur de terre : - liaison des masses au conducteur de terre » qui présente une non-conformité et fait référence à l'observation précédemment évoquée.

L'ensemble des non-conformités ont été levées dans le rapport SOCOTEC de 2024 qui n'en contient aucune.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19 [...]

Constats :

Par mail du 4 juillet, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports des vérifications électriques des 25/09/23 et 28/08/24 effectués par Kallista sur l'éolienne E2. Ces vérifications ont été effectuées par SOCOTEC, un organisme compétent pour les vérifications électriques.

Ces deux vérifications ont été effectuées à moins d'un an d'intervalle. L'ensemble des non-conformités relevées lors de la visite de septembre 2023 ont été levées.

L'exploitant déclare que la prochaine vérification est prévue les 21 et 22 août 2025.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Equipements de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder un an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. [...]

Constats :

En séance, l'exploitant présente le Safety Test de l'éolienne E1 réalisé le 25/04/25 qui confirme que le test d'arrêt d'urgence a été vérifié et est correct, ainsi que le test de survitesse.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

Constats :

L'exploitant présente des documents intitulés « QC08 - Rapport de maintenance - Type 2 - Travaux de maintenance » et « Rapport de maintenance » type T3.
L'exploitant déclare que le rapport de maintenance T3 est la maintenance la plus complète qui regroupe toutes les opérations.

Pour chacune des opérations, la fréquence de vérification ou de l'action est précisée, avec une typologie de 4 maintenances :

- type 1 (T1) : 300 à 500h de fonctionnement après la mise en service ;
- type 2 (T2) : contrôle d'entretien annuel ;
- type 3 (T3) : maintenance principale annuelle ;
- type 4 (T4) : maintenance après 5 ans.

Les modalités de vérifications sont précisées. Par sondage, l'inspection constate que pour le contrôle du serrage des vis à l'extérieur du moyeu, il y a :

- application du couple de serrage correct pour toutes les vis à la T1 ;
- contrôle d'une sélection de vis avec application du couple de serrage correct tous les 10 ans. - renvoi à la partie « couple de serrage des raccords vissés » en fin de document pour avoir le détail des couples de serrage, taille de filetage, classe, taille de clé, échantillonnage. L'échantillonnage prévoit une bride sur 5 ;
- Contrôle visuel et manuel de tous les raccords vissés qui n'ont pas été vérifiés en T3 et T4.

Concernant les modalités de réalisation des contrôles de sécurité, l'exploitant déclare que ces éléments sont précisés dans les « Safety Test ». Le Safety Test de l'éolienne E2 a été transmis à l'inspection postérieurement à la visite d'inspection. Le document précise bien pour un test donné les réactions qui doivent se déclencher sur la machine et les éventuelles valeurs cibles à atteindre. Toutefois, le document ne précise pas les modalités de réalisation de ce test. La fréquence de réalisation des tests de sécurité est précisée dans le manuel de maintenance T3, en page 37 du document transmis, qui précise bien qu'un document annexe dédié aux tests de sécurité « Maintenance report fonctionnal test safety device » doit être rempli.

Constat : Le document présenté détaille les opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation ainsi que la fréquence associée. Pour les tests de mise en sécurité, les modalités exactes de réalisation ne sont pas précisées. D'autre part, l'exploitant pourrait utilement regrouper l'ensemble des informations dans un unique document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un tableau de suivi quotidien qui répertorie les différentes interventions réalisées sur le parc. Les informations liées à l'intervention sont consignées dans une seule cellule

sous forme de note.

Ce tableau ne détaille pas les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

En complément, un onglet permet le suivi de maintenance (échéances et date de réception des rapports). Cependant pour avoir le détail des opérations, leur nature et les défaillances ciblées il faut ouvrir les rapports un à part un.

L'exploitant dispose également d'un tableau de suivi pour les gros composants (génératrice, arbre principal, boîte vitesse), avec un onglet par composant. En complément, une réunion est organisée pour passer en revue les opérations liées à ces composants majeurs, elles sont ensuite consignées dans le tableau évoqué.

Constat : L'exploitant ne dispose pas, pour son installation, d'un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'urgence

Prescription contrôlée :

Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitant et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

[...]

- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse; conditions de gel, orages, tremblement de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

L'exploitant présente des procédures détaillant la conduite à tenir en cas de situation anormale (survitesses, risque de chute de glace, risque d'orage - tempête de sable - inondation - tremblement de terre, problème de frein, balourd du rotor - défauts de lubrification- fixations détendues, avaries d'huile, incendie). Ces procédures sont injectées dans les plans de préventions et sont affichées à l'intérieur de chacun des aérogénérateurs à destination des personnes qui interviennent sur site. Elles détaillent les différentes actions à mettre en place pour chacune des situations prévues. A titre d'exemple, dans le cas d'un incendie, la procédure prévoit :

Si personnel présent dans l'éolienne :

1. Activer l'arrêt d'urgence
2. Prévenir les pompiers
3. Si la sécurité et issue de secours sont garanties, combattre l'incendie
4. Si l'incendie ne peut pas être éteint : Evacuer l'éolienne
 1. Ne pas utiliser l'ascenseur de service
 2. S'il n'est plus possible de descendre en toute sécurité du mât, monter dans la nacelle et sortir
 3. S'éloigner d'au moins 500 m des éoliennes
 4. S'assurer de l'établissement d'un périmètre de sécurité
 5. Demander au gestionnaire de réseau (ACR) de découpler le parc

La procédure détaille la conduite à tenir et les actions à mettre en œuvre, toutefois elle ne précise pas l'appel à l'exploitant pour le prévenir de l'incendie. Il est également rappelé que l'exploitant a la charge de prévenir l'inspection en cas d'accident.

Ces procédures présentées en séance et envoyées par mail en date du 30/07/25, bien que listant les actions à mettre en œuvre, ne détaillent pas le numéro de téléphone à composer pour prévenir l'exploitant et les secours. Ces procédures ne détaillent pas non plus les informations à transmettre aux services de secours externes. Les procédures sont incomplètes.

L'inspection a constaté l'affichage de procédures dans les machines inspectées (E1 et E3), une mise à jour est cependant à faire car la procédure affichée contient l'appel à la DREAL, qui n'est pas à réaliser par la personne témoin de la situation anormale mais la personne d'astreinte qui recevra l'appel.

Le numéro d'urgence affiché est celui de l'astreinte Kallista. En cas d'appel, il mettra l'éolienne à l'arrêt et préviendra le SDIS.

Constat : les procédures sont à compléter et à mettre à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois